

Jules Falquet

Pax neoliberalia

*perspectives féministes sur
la (ré)organisation de la) violence*

© 2016 Éditions iXe pour la traduction française
ISBN 979-10-90062-34-4

Éditions iXe – 28, boulevard du Nord – 77520 Donnemarie-Dontilly
www.editions-ixe.fr

CHAPITRE QUATRE

Luttes (dé)coloniales autour du « territoire-corps » : de la guerre à l'extractivisme néolibéral au Guatemala ¹

Ce chapitre s'intéresse aux multiples potentialités politiques des luttes contre les violences faites aux femmes – un thème dont la visibilité locale et globale est allée croissant à partir de 1991, avec la dénonciation, puis la condamnation, des viols de guerre en ex-Yougoslavie, puis avec l'affirmation, lors de la Conférence sur les droits humains organisée par l'ONU à Vienne en 1993, que les (violations des) droits des femmes étaient des (violations des) droits humains.

J'ai montré ailleurs (Falquet, 2008), à partir du cas emblématique du mouvement féministe et du développement d'une certaine conception du genre, que les institutions inter-

1. Ce chapitre est basé sur une recherche réalisée dans le cadre de l'ANR Global Gender (2013-2016) sous la direction de Ioana Cirstocea, et développée dans un livre à paraître aux Presses Universitaires de Rennes: *Le genre globalisé : mobilisations, cadres d'actions, savoirs*, sous la direction de Ioana Cirstocea, Delphine Lacombe et Elisabeth Marteau.

nationales jouaient depuis les années 1990 un rôle clé dans la légitimation idéologique du projet néolibéral et dans sa mise en œuvre pratique. J'ai ainsi analysé comment les institutions internationales se chargeaient, dans cette nouvelle logique, de coopter les militant·es les plus dynamiques et de désamorcer les thèmes potentiellement radicaux en les réinterprétant, attitude qui contribue puissamment à l'ONGisation de ces mouvements, c'est-à-dire à leur transformation en une sorte de bureaucratie para-étatique (trans)nationale assurant à coûts réduits l'exécution d'une gouvernance globale pacifiée, basée sur une re-codification des concepts des mouvements sociaux et la diffusion de nouvelles grilles d'analyse.

Dans le cas des violences contre les femmes, un des thèmes les plus «consensuels», et donc «récupérables», portés par le mouvement féministe, et qui constitue de fait une des portes d'entrée principales de la globalisation d'un genre «neutralisé», les institutions internationales ont progressivement développé leurs interventions autour de deux grands axes. D'une part, la violence de type interpersonnelle – de la violence domestique jusqu'au meurtre – contre laquelle elles ont surtout impulsé la création d'un cadre juridique supranational¹ et national². D'autre part, les violences sexuelles de guerre, avec la tentative de faire participer les femmes aux processus de post-guerre, de paix et de justice transitionnelle³, notamment en ce qui concerne les viols de

1. Notamment la Convention Belem do Pará pour l'Amérique latine et les Caraïbes, adoptée en 1994

2. Par exemple avec les lois «intégrales» contre la violence adoptées en Espagne en 2004, au Mexique en 2005.

3. En particulier avec la Résolution 1325 de l'ONU sur la paix et la sécurité, passée en 2000.

guerre¹. Ce faisant, elles ont repris des concepts tels que la *violence de genre* et le *fémicide*, et contribué à développer de nouveaux schémas explicatifs des violences masculines contre les femmes. Deux idées en particulier s'en dégagent. D'une part, que ces violences sont liées à une extrême misogynie – globalement présentée comme un effet de culture. D'autre part, que le principal problème serait l'impunité des perpétrateurs (principalement vus comme des individus mus par des logiques incompréhensibles), impunité permise par la déficience du système juridique, judiciaire et policier, et révélatrice en dernière instance d'un dysfonctionnement de l'État (surtout suite à un conflit armé).

Or, comme on a commencé à le voir, ces explications s'avèrent insuffisantes et, surtout, tendanciellement dépolitisantes. D'abord, parce qu'elles ne s'intéressent qu'aux conséquences ou au contexte idéologique des faits, sans en expliquer les causes concrètes ni tenter de les prévenir. Ensuite, parce que les perpétrateurs y apparaissent essentiellement comme des déviants à rééduquer ou expulser du corps national, et les femmes violentées comme des victimes absolues devant être «sécurisées» et sauvées... par la loi, les forces armées, les ONG et la médecine-psychologie occidentale. Enfin parce que le rôle de l'État (de même que ses responsabilités) est toujours invoqué en aval des violences commises, jamais en amont. En somme, parce que ces arguments font disparaître la complexité des racines historiques, économiques et politiques des violences de guerre comme des violences quotidiennes.

1. À partir des cas particulièrement marquants de l'ex-Yougoslavie, du Rwanda et de la République démocratique du Congo.

À contre-courant de cette perspective, le présent travail analyse l'ancrage local, au Guatemala, d'une lutte particulièrement réussie contre la violence. Bien que peu connu, ce petit pays centraméricain possède plusieurs particularités remarquables : c'est le premier du continent à avoir subi un coup d'État fomenté par la CIA (en 1954), suite à une réforme agraire lancée par un gouvernement démocratiquement élu. Il s'agit aussi de l'un des rares dont la population reste majoritairement indienne. Enfin, c'est le premier à être parvenu à juger sur son territoire un ancien dictateur accusé de génocide. On verra comment la lutte s'est construite « par le bas » à partir d'une réalité empirique précise – et les conséquences de ce type de construction. Ainsi, je montrerai comment, ici, ce sont surtout les premières concernées (des survivantes de la violence) qui se sont organisées collectivement pour refuser le statut de victime que le système tentait de leur assigner, tout en s'inscrivant dans un projet plus vaste de recherche de justice sociale pour toutes et tous. Leurs stratégies leur ont permis de rencontrer d'autres luttes, de produire des effets bien au-delà de leur objectif initial, et de proposer de nouvelles analyses et de nouvelles formes d'intervention très politiques.

Je présenterai d'abord le cadre historico-politique de ces luttes : celui d'un pays marqué par une violence colonialiste ininterrompue liée à un long processus d'appropriation des terres et des ressources des populations autochtones. On verra ensuite comment ce mouvement de femmes, féministe et lesbien est parvenu à rendre visibles les violences sexuelles commises pendant la guerre, et les conséquences de son action sur la vie politique du pays. Enfin, une dernière partie portera sur les nouveaux développements des luttes dans le

contexte du tournant extractiviste¹ néolibéral, et sur les innovations pratiques et théoriques apportées, notamment, par les toutes premières concernées, les femmes indiennes.

*LE GUATEMALA : UNE LONGUE HISTOIRE DE VIOLENCE
DANS LA LUTTE POUR LE TERRITOIRE*

Situé entre le Mexique et le reste de l'Amérique centrale, le Guatemala est un petit pays de quatorze millions d'habitantes, mais un important symbole puisque, malgré les violences de la colonisation, la population indienne Maya y est restée majoritaire (elle est parfois estimée à 60 % de la population²). À l'indépendance, en 1821, le gouvernement continua à favoriser la colonisation interne des régions indiennes par la population métisse et même européenne : à partir de

1. Le terme d'extractivisme est aujourd'hui couramment employé sur le continent pour désigner la nouvelle forme prise par le pillage des ressources naturelles, qu'il s'agisse de matières premières minérales ou de sources d'énergie, mais aussi d'eau, de produits agricoles ou même de biodiversité. L'extractivisme actuel prend généralement une forme industrielle (méga-mines, monoculture sur très vastes zones) extrêmement polluante et destructrice. Elle est généralement réalisée par des transnationales – dont beaucoup ont leur siège dans des pays du Nord, parce qu'elles sont gouvernées par des capitaux de ces pays ou parce qu'elles profitent simplement de conditions boursières particulièrement avantageuses. Pour comprendre le poids numérique des transnationales minières canadiennes, voir DENEALTE *et al.*

2. Très politiques, les recensements, qui se heurtent à de nombreuses difficultés, prennent généralement pour critère le fait de parler l'une des vingt-deux langues Maya officiellement reconnues. Il existe également une population afro-descendante, les Garifuna, et une population indienne non Maya récemment reconnue, les Xinca, dans le Sud-Ouest du pays.

1863, d'entreprenantes familles allemandes se virent octroyer de vastes terres dans la région de la Verapaz où, grâce à la main-d'œuvre indienne récemment dépossédée, elles se lancèrent dans la production de café, qui devint rapidement l'activité économique majeure du pays.



CARTE DU GUATEMALA
 Les départements de Huehuetanango, Quiché, Alta Verapaz
 et Izabal forment la Frange Transversale Nord.
 © 2006. <larutamayaonline.com>

*—Les racines de la violence :
de la réforme agraire tronquée à la colonisation interne—*

En 1945, 2 % de la population contrôlent 72 % des terres arables et n'en cultivent que 12 %. Les présidents Arévalo puis Arbenz lancent un processus de réforme agraire, avant de saisir en 1952 les terres laissées en friche du plus gros propriétaire terrien, la multinationale états-unienne United Fruit Company. Le Guatemala devient ainsi, en 1954, le premier pays du continent à subir un coup d'État organisé par la CIA¹ (Calvo Ospina).

Le nouveau gouvernement militaire, avec l'appui de la Banque mondiale et à l'instigation de la coopération états-unienne, arrête la réforme agraire et relance la colonisation dans le Nord du pays. La région, réputée « vide », intéresse pour ses essences précieuses et l'élevage extensif rendu possible par le déboisement. Surtout, on pense y trouver du pétrole. La BID (Banque interaméricaine de développement) finance dès 1958 un premier projet d'infrastructures dans la région stratégique de Sebol (Alta Verapaz). Alors député, Lucas García, futur ministre de la Défense puis président (de 1977 à 1982), commence à y acquérir des terres. À partir de 1964, le gouvernement envoie des populations indiennes coloniser la région.

La Frange Transversale Nord (FTN) est officiellement créée en 1970. Elle couvre, d'ouest en est, les départements fortement indiens de Huehuetenango, du Quiché, d'Alta Verapaz (AV) et d'Izabal, ouvert sur l'Atlantique avec le port de Puerto

1. Nouvellement créée, la CIA est alors dirigée par Allen Dulles. Allen Dulles et son frère John Foster (alors directeur du département d'État) possèdent l'un des principaux cabinets d'avocats de Wall Street, qui défend la United Fruit dont les deux frères sont également actionnaires.

Barrios. Ses ressources, sa topographie montagneuse et boisée difficile d'accès, sa position stratégique à la frontière avec le Mexique, vont faire de la FTN le lieu de tous les enrichissements pour les militaires et les politiciens du pays, puis la première zone d'implantation de la guérilla, et enfin, dans l'après-guerre, le point de mire des multinationales extractivistes et des organisations de narcotrafiquants¹.

Sa « mise en valeur » est marquée par la violence. Dès 1971, vingt-quatre villages Q'eqchi sont délogés du sud du Petén et du nord de l'Alta Verapaz, où l'on cherche du pétrole et où les premiers puits sont ouverts en 1974. À partir de 1976, l'attention se porte sur la municipalité de l'Ixcán² (Quiché), à la frontière avec le Mexique. Dès lors, le destin de la région est scellé : entre 1975 et 1979, l'entreprise pétrolière états-unienne Shenandoah Oil, l'Institut de la réforme agraire et le Bataillon d'ingénieurs de l'armée ouvrent une piste le long de laquelle, avec l'appui de la Banque de l'armée, hommes politiques, entrepreneurs et militaires s'approprient les terres et bâtissent des fortunes. Devenu président, Lucas García prend en 1982 la tête du « mégaprojet de développement » de la FTN.

C'est également là que s'implante à partir de 1972 l'Armée guérillère des Pauvres (EGP, pour *Ejercito guerrillero de los Pobres*), qui gagne à sa cause de nombreuses communautés

1. Vivant au cœur de la future zone en dispute, la population Ixil deviendra le symbole des martyrs de la guerre.

2. Stratégiquement située, la municipalité de l'Ixcán sera l'une des plus durement réprimées durant la guerre. Elle borde le Mexique, les municipalités de Chisec et Cobán (AV), Chajul et Uspantán (Quiché), et Santa Cruz Barillas (Huehuetango).

indiennes, notamment Ixil¹. Même les femmes et les fillettes s'engagent résolument (Hernández Alarcón *et al.*; Colom). La première action armée de l'EGP en 1975 déclenche une répression féroce. L'armée installe de nombreux campement dans la région et commet des exactions croissantes, jusqu'à appliquer à partir de 1981 une véritable stratégie de «terre brûlée», en particulier dans le Quiché mais plus largement dans toute la FTN, pour obliger la guérilla, et surtout la population, à abandonner les lieux.

*—Violences sexuelles et génocide :
le jugement historique de Rios Montt—*

Appuyé par les États-Unis, le général putschiste Ríos Montt réalise le plus gros de la répression entre 1982 et 1983. 440 hameaux et villages indiens sont rayés de la carte. Les massacres de masse se succèdent, assortis d'actes de barbarie et de viols de masse – 1 465 ont été officiellement dénoncés à la Commission pour l'éclaircissement historique (CEH) et l'on estime que 50 000 femmes au moins en auraient fait l'objet (Aguilar & Fulchiron). L'armée multiplie les casernes, implante des populations «amies» dans des villages modèles et continue à s'attribuer d'immenses étendues de terre², tandis que des dizaines de milliers de personnes fuient au Mexique ou au sommet des montagnes les plus inaccessibles.

1. Avec trois autres groupes guérilleros, l'EGP donnera naissance à l'URNG (Union révolutionnaire nationale guatémaltèque).

2. On estime qu'en 1983, 60 % du département d'Alta Verapaz était propriété de militaires, dont deux anciens présidents : Laugerud et Lucas García.

Le retour d'un président civil en 1986 permet d'entamer un long processus de négociations qui conduit finalement à des accords de paix, signés en 1996. Cependant, la guerre a laissé des traces profondes : le rapport officiel identifie notamment 42 275 victimes de la guerre (CEH). Quatre sur cinq sont Maya, une sur quatre est une femme. 93 % des actes de violence et des violations des droits humains, dont 626 massacres, sont attribués à l'armée, à la police et aux forces paraguayennes. Au total, on compte 150 000 mort·es, 50 000 disparu·es, et on estime que la guerre a déplacé entre un demi-million et un million et demi de personnes, ce qui pose avec une acuité renouvelée la question de l'accès à la terre.

En 2012, l'ex-dictateur Ríos Montt, qui a enfin perdu son immunité, est convoqué devant la justice car il est accusé de génocide pour l'assassinat de 1 771 Indien·nes Ixil du Quiché. Après un procès extrêmement médiatisé¹, il est condamné en mai 2013, et le Guatemala devient ainsi le premier pays du continent à juger un ancien dictateur sur son propre sol². Parmi les éléments qui ont fait pencher la balance, se trouvent notamment les témoignages de seize femmes indiennes qui ont dénoncé les viols commis à leur encontre par les soldats, parallèlement aux massacres du début des années 1980. En effet, la cour a reconnu que ces viols, couverts et surtout ordonnés par la hiérarchie, constituaient un crime de génocide. Voyons par quel processus ces paysannes indiennes, en butte à un racisme historique brutal et qui s'exprimaient

1. Le procès a été très diffusé sur Internet. Les mots clés «sentencia por genocidio, Rios Montt» donnent accès à plusieurs vidéos.

2. Cependant, le 20 mai 2013, la Cour constitutionnelle casse le jugement. Le procès a repris en janvier 2016.

parfois difficilement en espagnol, sont parvenues dans un contexte particulièrement adverse à provoquer cet événement historique, en dénonçant à voix haute devant la Cour suprême, la société guatémaltèque et bien au-delà, ces violences sexuelles socialement indicibles.

*VERS LA RECONNAISSANCE DES VIOLENCES SEXUELLES
COMMISES EN TEMPS DE GUERRE*

L'anthropologue et thérapeute Yolanda Aguilar fait partie des personnes à l'origine de cette prise en compte inédite des violences sexuelles durant un conflit armé. Elle-même a été arrêtée comme «subversive» et atrocement torturée par les forces gouvernementales alors qu'elle était âgée d'à peine quinze ans. Elle sera à l'origine d'Actoras de Cambio, le groupe qui depuis 2003 a accompagné onze des seize femmes ayant témoigné au procès de Rios Montt.

—Aux origines d'Actoras de Cambio—

Dès avant la fin de la guerre, la Commission des droits humains de l'Église catholique entame un processus de Récupération de la mémoire historique (REMHI) sur les violations des droits humains¹. Après un long travail personnel, Yolanda Aguilar approche l'équipe de REMHI pour apporter son propre récit. Sollicitée ensuite pour recueillir d'autres témoignages, elle constate que la plupart des femmes dénoncent

1. Deux jours après la parution du rapport, l'un de ses rédacteurs, l'évêque Mgr Juan Gerardi (soixante-quinze ans), est assassiné en plein jour, près de chez lui et à trois cents mètres du palais présidentiel.

des violences ayant frappé leurs proches, mais beaucoup plus rarement celles qu'elles ont elles-mêmes vécues – et moins encore les violences sexuelles. Elle rédige pour le rapport sur les violences sexuelles de la REMHi, *Guatemala, nunca mas*, le chapitre intitulé «De la violence à l'affirmation des femmes», à partir de cent soixante-cinq témoignages directs. Le rapport de la CEH, créée par les accords de paix, paraît l'année suivante, en 1999, et il contient lui aussi un chapitre très clair sur les violences sexuelles. Cependant, ces deux chapitres ne formulent ni conclusions ni recommandations.

Invitée au «Tribunal international sur les crimes de nature sexuelle commis par l'armée japonaise contre des femmes durant la Deuxième Guerre mondiale», qui se tient au Japon en 2000, Yolanda Aguilar est si impressionnée par les témoignages des femmes de différents pays d'Asie qu'à son retour elle conçoit le projet de rapprocher, au Guatemala, le travail des féministes et celui des organisations de droits humains. De fait, avec le programme national de «réparation» (*resarcimiento*) pour les victimes de la guerre lancé en 2002, le mouvement des femmes obtient que les violences sexuelles et le viol figurent dans les motifs de demande de réparation. En 2003, avec la complicité féministe d'une Française, Amandine Fulchiron, qui rêve elle aussi d'éliminer le viol et la guerre de la vie des femmes, Yolanda Aguilar commence à imaginer et à impulser un processus collectif et politique visant à rompre le silence autour du viol, à guérir les blessures qu'il génère et à tracer des chemins vers la justice pour les survivantes.

Dans un premier temps, les deux femmes contactent des organisations en mesure de soutenir le projet et de préparer l'accompagnement de femmes ayant souffert des violences sexuelles durant le conflit. Progressivement, elles réunissent

l'Union nationale des femmes guatémaltèques (UNAMG¹), d'autres organisations proches de la gauche² et des féministes à titre individuel. L'alliance qui se forme en 2005 prend le nom de «Consortio "De víctimas de violencia sexual a actoras de Cambio: lucha de las mujeres por la justicia"³», ou Actoras. Ainsi que l'explique Yolanda Aguilar, l'objectif est alors de se mobiliser afin d'obtenir la justice – dans les différents sens que les femmes peuvent accorder à ce concept –, et de permettre aux concernées de passer du statut de victimes à celui d'actrices de changement.

Il s'agit moins d'aller devant les tribunaux que de lancer avec les premières concernées un travail de mémoire, de guérison et de construction d'alternatives, reposant sur un processus de *sanation* (*sanación*) individuelle et collective. Le concept, difficilement traduisible, suggère qu'il existe des liens profonds entre la rupture du silence, la reconstruction de la mémoire et la guérison. La *sanation* vise aussi à encourager la résilience en privilégiant l'organisation collective et en imaginant des alternatives propices à la réparation du tissu social, ou plus précisément à son retissage – métaphore puissante qui s'ap-

1. Sa responsable, Luz Méndez, est une ancienne membre de la guérilla de l'URNG. À ce titre, elle a été l'une des signataires des accords de paix.

2. L'équipe d'études communautaires et d'action psychosociale (ECAP), groupe mixte qui travaille dans les domaines de la santé et des droits humains; Ixquic, un groupe du Petén qui travaille contre les abus sexuels commis sur des enfants et la violence sexuelle contre les femmes; ou le groupe de femmes indiennes Mama Maquín, première grande organisation de femmes indiennes, née dans les campements de réfugiées du Mexique. Mamá Maquín a toutefois quitté le projet en 2004, car ses responsables ne se sentaient pas prêtes à réaliser ce travail.

3. «Consortium "De víctimas de violencia sexuales à actrices de changement: lutte des femmes pour la justice"».

puie sur la tradition faisant du tissage une activité cosmogonique sacrée des Indiennes. À la proposition féministe d'auto-conscience et de réappropriation du corps, appuyée sur un travail émotionnel pour libérer les souvenirs traumatiques, la sanation associe un ensemble de pratiques inspirées des traditions indiennes, ancrées dans la mémoire historique des violences de la colonisation comme dans diverses spiritualités de résistance et, plus globalement, dans l'affirmation de la vigueur et de l'actualité des cultures indiennes.

*—Renouveau des organisations
et des luttes des femmes Maya—*

Les femmes Maya sont celles qui ont le plus souffert des violences sexuelles commises pendant la guerre. À l'époque, à côté de l'association Mamá Maquín, plusieurs groupes de femmes se formèrent autour des veuves de guerre et parentes de disparus. Souterrainement mais étroitement liés aux organisations révolutionnaires, ces groupes agissaient surtout pour la survie et les droits humains. Une nouvelle génération de femmes et de féministes indiennes, plus autonomes, est apparue dans l'après-guerre.

Catalyseur et symbole de cette transformation, le groupe Kaqla est fondé en 1996. On trouve à sa base trois soeurs, qui après avoir traversé la guerre et participé au projet révolutionnaire ainsi qu'au féminisme, souhaitent sortir du cadre de la politique traditionnelle et décident pour ce faire de se tourner vers leurs racines Maya. Kaqla travaille à l'autonomie, au bien-être et à la lutte des femmes Maya – et de leur communauté –, en développant des alternatives méthodologiques et théoriques appuyées sur un travail collectif autant physique, ancré dans le corps, que spirituel (Chirix García ; Grupo

de mujeres mayas Kaqla, 2010). Différentes publications exposent, en plus des analyses des participantes, des images produites par elles-mêmes sur elles-mêmes, notamment de certaines parties de leur corps généralement cachées¹, et où surtout elles «font corps» entre elles dans la douleur comme dans la joie (Grupo de mujeres mayas Kaqla, 2004). Le groupe a joué un rôle important dans le processus de *sana-tion* enclenché par les féministes d'Actoras – en particulier grâce à la participation de Sara Alvarez et Angélica López qui travaillent directement avec Actoras, et à la complicité d'une autre féministe Maya, Adela Delgado.

Durant ces mêmes années d'après-guerre, surgit aussi une nouvelle génération de professionnelles urbaines de classe moyenne et d'intellectuelles indiennes qui, encouragées par la coopération internationale et diverses alliées, créent leurs propres groupes et ouvrent ensemble des espaces de débat et de formation. Le début des années 2010 voit ainsi apparaître d'importantes théoriciennes décoloniales Maya, comme Aura Cumes ou Gladys Tzul.

—Un travail en parallèle avec les Indiennes et les Métisses—

Faire émerger la parole des femmes sur les violences sexuelles durant le conflit n'a rien d'évident. Ayant obtenu l'appui économique de la coopération internationale (non gouvernementale), Actoras commence à s'y employer à partir de 2004. Après avoir repéré les lieux où ces violences auraient pu être commises, localisé et approché d'éventuelles survivantes,

1. Le corps est considéré comme sacré dans les cultures Maya – surtout celui des femmes. L'influence catholique est également puissante dans ces communautés.

l'association démarre un long processus de sanation et de réflexion sur la justice alternative, en cinq langues différentes, avec des femmes indiennes de cinq régions rurales¹. Le travail comprend une procédure de systématisation à laquelle participe la Française Amandine Fulchiron, qui dirige la recherche et commence en parallèle une thèse sur le silence à propos du viol dans le mouvement des femmes.

En parallèle, les militantes d'Actoras organise un grand débat sur la violence avec onze des principaux groupes du mouvement des femmes. Elles en tirent un « document de position » qui réaffirme une fois de plus l'évidence, à savoir que la culture de la violence contre les femmes possède un caractère profondément sexuel (Aguilar & Fulchiron). Il faut dire qu'en cette période de l'après-guerre, les assassinats de femmes se comptent désormais par centaines². Très au fait des recherches et des mobilisations contre les féminicides au Mexique et des débats continentaux, les Guatémaltèques font immédiatement le lien entre cette nouvelle vague de crimes et les cicatrices toujours à vif laissées par le conflit, à cause, entre autres et surtout, de l'impunité accordée de fait aux responsables des violences génocidaires.

1. Dans les départements de Huehuetenango, Chimaltenango et Alta Verapaz. Une vingtaine de femmes de la capitale, dont des traductrices, se déplacent chaque fois pour travailler avec les femmes de ces communautés, réalisant des thérapies individuelles, collectives, et diverses réunions.

2. Le premier cas de féminicide signalé comme tel par Amnesty International a lieu en 2001, quand une femme est retrouvée assassinée avec une pancarte « mort aux chiennes » (Amnesty International, 2004). De fait, les assassinats de femmes, avec ou sans viol et violences sexuelles, augmentent rapidement : 179 en 1999, puis 303 en 2001 et 497 en 2004 (ROSALES GRAMAJO).

De ces premières rencontres, naît l'atelier « Parlons de violence sexuelle », dont l'objectif est de mobiliser l'ensemble du mouvement des femmes, y compris métis et urbain, longtemps resté étrangement silencieux sur la question. Il s'agit de politiser le problème du viol, de le faire sortir du domaine du privé en incitant chacune à rompre le silence sur sa propre histoire. Cinq séances auront lieu entre 2005 et 2008, qui rassemblent chaque fois une cinquantaine de femmes très diverses. Aborder en public des questions aussi personnelles n'a pourtant rien d'évident, et beaucoup abandonnent en chemin¹. Les autres réussissent cependant à affronter des thèmes tabous – en particulier celui du corps et de sa réappropriation, entre autres par la nudité. Le 25 novembre 2006, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, plusieurs participantes de l'atelier appuyées par des activistes de Lesbiradas² créent un nouveau groupe, la Batucada féministe.

Dès l'année suivante, sous l'impulsion de la Batucada féministe, l'atelier s'ouvre à la réappropriation par les femmes de leur corps et de leur propre vie: désormais intitulé « Parlons de sexualité, de pouvoir et d'érotisme », il s'appuie notamment sur les textes d'Audre Lorde autour du pouvoir de l'érotique. Parallèlement, la Batucada féministe lutte contre l'expropriation du corps des femmes en organisant diverses

1. Dont Yolanda Aguilar, qui après quatre années de participation intense, quitte Actoras en janvier 2006 et part à l'étranger pour avancer dans son cheminement personnel. Amandine Fulchiron prend alors la direction de la recherche-action participative, tandis que Luz Méndez assume celle du consortium Actoras de Cambio.

2. Lesbiradas est le seul groupe de lesbiennes-féministes du Guatemala, issu du premier groupe de lesbiennes du pays, Mujer·es Somos, formé en 1995. L'adresse de son site : <lesbiradas.blogspot.com>.

actions de réappropriation collective. Le 8 mars 2007, au son des tambours et protégées par les autres manifestantes, treize femmes se dénudent publiquement sur la place centrale de la capitale pour révéler le message peint en toutes lettres sur leurs corps : MI CUERPO ES MIO (mon corps est à moi)¹. Leur audace et leur volonté de visibilité font écho à la nouvelle détermination des femmes indiennes qui travaillent avec Actoras : cette même année 2007, après une longue période de préparation clandestine, elles font savoir qu'elles se sentent capables de parler à voix haute de ce qu'elles ont vécu, et désirent que leur parole soit rendue publique « afin que ce qui s'est passé ne se répète jamais ».

Cependant, cet élan libérateur qui s'est emparé d'une partie du mouvement rencontre aussi des réticences. Ainsi, lors du III^e Forum des Amériques de 2008, organisé en lien avec le Forum social mondial, plusieurs groupes, dont Lesbiradas et la Batucada féministe, scandalisent une partie de la gauche régionale, y compris certaines Indiennes guatémaltèques², en accrochant dans la tente des femmes une banderole montrant onze femmes qui posent nues et enlacées, avec la légende : « Territoire libre. Mon corps est à moi. Libre de contrôle, d'expropriation, de violence, de colonisation, de racisme, de lesbophobie ». Cette visibilité soudaine du corps (nu !) des femmes, dans une perspective d'autoreprésentation, de réappropriation et de liberté, est aussi liée, il faut le

1. Une vidéo de l'action est disponible sur You Tube : <Batucada feminista 8 marzo 2007>.

2. Leur malaise va encourager le développement du « féminisme communautaire » guatémaltèque dont il est question plus bas ; voir également l'interview de Lorena Cabnal (FALQUET, 2015).

souligner, à la montée en puissance des analyses lesbiennes féministes¹.



Affiche composée pour la rencontre méso-américaine
du III^e Forum des Amériques (octobre 2008).

Les luttes engagées pour que les violences sexuelles commises durant le conflit soient reconnues comme telles ont donc lancé des dynamiques qui ont largement dépassé l'objectif initial. Y participent des Métisses, des Indiennes et des

1. L'essor du courant lesbien-féministe au Guatemala culmine en octobre 2010 avec la tenue à Ciudad Guatemala de la VIII^e Rencontre lesbienne-féministe continentale (RLFLAC). Les violences contre les femmes pendant la guerre, le militarisme et l'extractivisme font partie des grands thèmes qui y sont abordés. Les organisatrices souhaitent en effet dépasser les préoccupations identitaires dominantes dans le mouvement LGBTQI. Les deux autres rencontres lesbiennes-féministes organisées à l'échelle du continent (en 2012 en Bolivie, en 2014 en Colombie) confirment cette tendance.

Européennes impliquées simultanément ou successivement, et à différents titres (professionnel, académique et/ou militant), dans différents espaces du mouvement des femmes, féministe et lesbien, dans des groupes de défense des droits humains, dans la mouvance de gauche proche de l'ex-guérilla, ou encore dans la coopération internationale. Le succès et l'écho des stratégies qu'elles ont déployées sont aussi, pour partie, dus au contexte d'après-guerre, qui voit apparaître de nouvelles formes de violence.

*CONTINUITÉ DES VIOLENCES DANS L'EXTRACTIVISME
D'APRÈS-GUERRE ET REFORMULATION DES LUTTES*

Les espoirs suscités par les accords de paix de 1996 ont rapidement été douchés par la grave crise économique et politique qui touche l'ensemble de l'Amérique centrale. Loin de cesser, la violence persiste et s'accroît : exactions en tous genres, viols, enlèvements et assassinats se multiplient. La délinquance organisée se développe rapidement, aussi bien parmi les jeunes paupérisé-es et sans futur que parmi les anciens militaires, policiers et paramilitaires qui n'ont jamais été ni désarmés ni inquiétés pour leurs actions passées. La situation empire sous l'influence des *maras*, les gangs armés ultra-violents du Salvador voisin, puis des cartels de la drogue mexicains qui s'installent dans le Nord du pays dans les années 2010. Quant à l'économie, le pays est englobé dans un projet inscrit dans le droit fil du Traité de libre échange États-Unis-Canada-Mexique signé en 1994, et visant à consolider une zone de libre échange méso-américaine qui fasse ensuite la jonction avec le Sud du continent. Le plan Puebla Panamá, lancé en 2001 avec l'appui de la Banque mondiale,

prévoit ainsi la réalisation d'un ensemble de « méga-projets » d'infrastructures censées permettre la « mise en valeur » de la région. Favorisé par la hausse de la demande et des prix, un nouveau cycle extractiviste minier débute alors, au Guatemala comme dans tout le continent : rien qu'en Amérique centrale, les concessions à des transnationales s'étendent désormais à un quart du territoire (Garay Zarraga).

—Les violences du projet néolibéral extractiviste—

Au Guatemala, il s'agit essentiellement de redémarrer la colonisation de la Frange Transversale Nord. De fait, une bonne part des projets de barrage, d'exploitation pétrolière, d'extraction minière et d'agro-industrie sont situés dans les zones où ont été perpétrés les pires massacres pendant la guerre. Et les anciens détachements militaires qui reprennent leurs activités dans les années 2000 sont tous échelonnés le long de la FTN, où la Banque centraméricaine d'Intégration économique s'apprête à financer la construction d'une route de plus de trois cents kilomètres, afin de faciliter l'exploitation des ressources naturelles¹.

L'extractivisme se développe continûment à partir de l'élection du conservateur Oscar Berger Perdomo à la tête de l'État, en 2004. Les concessions d'exploration et d'exploitation sont cédées à vil prix à des entreprises transnationales, sans consultation nationale et moins encore des populations locales, alors pourtant que les communautés indiennes, majoritairement concernées, sont théoriquement protégées

1. Une seule entreprise s'étant présentée à l'appel d'offres pour la construction de la route décidée en 2005, la décision de lui confier les travaux fut attaquée pour inconstitutionnalité en novembre 2007.

par la convention 169 de l'OIT¹. Face à cet assaut généralisé, la résistance se développe rapidement en Amérique latine autour du mot d'ordre «Récupération et défense du territoire-Terre», essentiellement porté par les populations indiennes. Le Guatemala ne fait pas exception. Et comme pendant la guerre, les entreprises recrutent des milices de sécurité privées, tandis que le gouvernement couvre systématiquement leurs agissements en votant des lois *ad hoc* et en envoyant la police et l'armée pour imposer les projets. Les assassinats et les violences sexuelles se multiplient, et les paysannes indiennes sont à nouveau en première ligne des agressions visant à réduire la population au silence ou à la chasser de ses terres.

Le premier mort et les premiers blessés sont à déplorer dès 2005, lors des actions de résistance à l'ouverture de la mine d'or de Marlin 1, dans le département de San Marcos). Fin 2006, des incidents très graves se produisent autour de la mine de nickel d'El Estor, dans une région, l'Izabal, majoritairement Q'eqchi. El Estor est un lieu emblématique : en 1965 déjà, pour permettre à l'entreprise canadienne Inco d'y travailler à ciel ouvert – ce qui était alors interdit par la Constitution – le gouvernement avait dissous le Congrès et imposé un nouveau code minier. La première guérilla du pays s'étant établie à proximité de la mine, le gouvernement avait ensuite envoyé le colonel Carlos Manuel Arana Osorio «nettoyer» la zone, mission qu'il remplit en 1966 en éliminant des milliers de paysan·nes (entre 3000 et 6000), avant de devenir président du pays en 1970. Une fois au pouvoir, pour étouffer les protestations Arana suspendit les libertés civiles

1. Qui affirme en particulier le droit des communautés «autochtones» à être consultées pour tout projet de «développement» sur leur territoire.

et envoya l'armée contre l'université nationale de San Carlos, siège de la contestation. La répression sanglante se poursuivait jusqu'en 1982, année où la compagnie minière canadienne Inco cessa d'exploiter la mine. En 2004, un nouveau permis ayant été accordé à une autre entreprise canadienne, Skye Resources, l'armée et des groupes paramilitaires expulsent une première partie de la population en novembre 2006, puis une deuxième en janvier 2007. Des centaines de maisons sont brûlées et onze femmes Q'eqchi osent dénoncer des viols (Amnesty International, 2014).

Au nord-ouest de la capitale, une autre lutte s'amorce dès 2007 contre l'ouverture d'une gigantesque cimenterie, Cementos Progreso, destinée à alimenter la construction des routes et des barrages à venir. La consultation populaire organisée par douze communautés indiennes Kakchikel se traduit par un refus massif du projet. Les pouvoirs publics répondent une fois encore par des vagues d'arrestations, en se déchargeant des assassinats sur les groupes paramilitaires qu'ils laissent se déployer dans la région.

L'extractivisme s'intensifie considérablement à partir de 2008, sous la présidence du social-démocrate Álvaro Colom¹. Pour briser la résistance des communautés, son gouvernement décrète l'état d'urgence à plusieurs reprises en 2008 et 2009. En 2010, plusieurs communautés du département de Huehuetenango – dont celle de Barillas, où pas moins de neuf massacres ont eu lieu pendant la guerre (Grandjean) – protestent contre le début des travaux de la route qui doit traverser la FTN. En parallèle, l'infiltration de groupes para-

1. En janvier 2014, on compte 100 permis d'exploitation de minerais métalliques en vigueur, et 355 nouvelles demandes (AMNESTY INTERNATIONAL, 2014).

militaires des narcos mexicains – en particulier les Zetas à qui est attribué, en mai 2011, le massacre de vingt-deux paysans – amène Colom à imposer un mois d'état de siège à la région du Petén, frontalière avec le Mexique.

L'année 2012 est des plus agitées : en mars, des populations métisses et des Indiens Kakchikel occupent pacifiquement le lieu dit La Puya, à quarante kilomètres au nord-est de la capitale, pour contrer un projet canadien de mine d'or. En avril, à Xalalá dans l'Ixcán (Quiché), quatre cents personnes qui s'opposaient au projet hydroélectrique de l'entreprise Santa Rita sont délogées¹. Début mai, les habitant·es de Barillas se soulèvent contre le projet de barrage de l'entreprise espagnole Hidro Santa Cruz, suite à l'assassinat d'un dirigeant de la communauté par deux des agents de sécurité de l'entreprise. Aussitôt, le gouvernement décrète l'état de siège et envoie l'armée. La population, majoritairement Q'anjob'al, revit avec terreur la présence militaire et fuit dans les montagnes. Douze personnes seront finalement arrêtées et accusées de «terrorisme». Des confrontations très tendues ont lieu courant mai à La Puya : après des semaines de résistance pacifique de la population, le gouvernement envoie quatre cents hommes de la police nationale escortés par un détachement des forces anti-émeutes pour ouvrir le passage aux machines de la compagnie minière. Devant la détermination des habitant·es, ils sont obligés de se retirer, mais, le mois suivant, Yolanda Oqueli, l'une des porte-paroles du mouvement, est blessée par balle par des inconnus. En octobre enfin, à Totonicapán, des affrontements entre la police militaire et des manifestant·es Quiché et Kakchikel

1. Décidé dans le cadre du plan Puebla Panamá, le barrage implique de déplacer douze communautés Maya Q'eqchi.

qui bloquent la route pour protester, entre autres, contre le prix de l'électricité, font sept morts et une quarantaine de blessés : c'est une des interventions répressives les plus sanglantes depuis la fin de la guerre.

En 2013, l'escalade répressive se poursuit. En janvier, le site d'une future mine d'argent se trouvant à quatre-vingt-dix kilomètres de la capitale, à San Rafael las Flores, est attaqué anonymement, causant trois morts dont deux gardes de sécurité. En avril, les gardes de sécurité de la transnationale canado-états-unienne devenue concessionnaire de la mine, blessent six manifestants. Début mai, le gouvernement décrète l'état d'urgence et dépêche sur place trois mille cinq cents policiers et soldats (Amnesty International, 2014). En septembre 2014, le gouvernement impose l'état de siège à San Juan Sacatepequez, cette fois pour protéger la construction de l'usine de Cementos Progreso. En octobre 2014, des femmes Kakchikel demandent la fin de l'état d'exception et dénoncent le harcèlement sexuel qu'elles subissent de la part de la police et de l'armée... suite à quoi c'est une dirigeante communautaire, Bárbara Díaz Surin, qui est arrêtée.

Comme on le voit, les continuités avec la période de la guerre sont évidentes. Les violences liées à l'extractivisme se produisent souvent sur les lieux mêmes des anciens massacres, touchant directement celles et ceux qui ont survécu au génocide. Elles sont exercées par les mêmes acteurs (police, armée, services de sécurité des entreprises), qui agissent de concert, avec autant d'impunité que pendant la guerre et dans le même but : pour intimider la population et l'évincer des zones concernées. Et à nouveau, aux brutales techniques d'intimidation s'ajoutent des violences sexuelles spécifiquement dirigées contre les femmes, qui participent activement à toutes les luttes.

*—Diversité des stratégies féministes :
de la voie juridique au féminisme communautaire—*

On comprend que dans ce contexte la violence soit au cœur des réflexions et des pratiques féministes. Quatre grandes stratégies se dessinent, non exclusives les unes des autres : la dénonciation en justice des violences de la guerre, qui a des répercussions directes sur la vie politique du pays ; des pratiques plus locales de construction de mémoire ; la voie de la réforme législative pour obtenir la condamnation des féminicides ; et enfin la proposition théorique et pratique du féminisme communautaire.

Le groupe *Mujeres transformando el mundo* (MTM) se forme en 2008 autour des avocates Lucía Morán et Paula Barrios, à la suite de la séparation des différents collectifs qui composaient *Actoras*¹. MTM se positionne d'emblée sur le terrain du droit, y compris international. Après avoir constitué en 2009 l'Alliance « Rompons le silence et l'impunité » avec l'ECAP (*Equipo de estudios comunitarios y acción psicosocial*) et l'UNAMG (*Unión nacional de mujeres guatemaltecas*), MTM coorganise en mars 2010, à l'Université de San Carlos, un « tribunal de conscience² » sur la violence sexuelle durant le conflit (Alvarado & Caxaj). À cette occasion, le groupe ébauche sa stratégie et décide de présenter une dénonciation collective à la Cour interaméricaine des droits humains (CIDH), en s'appuyant sur quelques cas qu'elle estime emblématiques – tel celui de quinze femmes Maya Q'eqchi séquestrées et violées pendant plusieurs mois, en 1982, sur la base militaire

1. Après avoir refusé une pressante invitation à s'intégrer à l'UNAMG, *Actoras* se divise en 2008.

2. Sur le modèle, notamment, du premier Tribunal international sur les crimes contre les femmes, réuni à Bruxelles en 1976.

de Sepur Zarco (département d'Izabal) par des soldats qui avaient au préalable assassiné leurs époux. MTM porte l'affaire devant les tribunaux nationaux en 2012, en accusant nommément deux hommes. Longtemps retardé pour des raisons politiques¹, le procès est enfin jugé en mars 2016, et, les plaignantes obtiennent une sentence historique : les deux accusés sont condamnés à trois cent soixante ans de prison.

De leur côté, fidèles à une conception de la justice qui privilégie la (re)construction de la mémoire, par la visibilisation des violences sexuelles durant la guerre, les activistes demeurées dans Actoras organisent le 25 novembre 2008, à Huehuetenango, un festival intitulé « Femmes et guerre : j'ai survécu, je suis là et je suis vivante ». En novembre 2009, elles publient *Tejidos que lleva el alma* (*Les tissages que l'âme emmène avec elle*), un rapport qui fait la synthèse de leurs longues années de travail sur la visibilisation des violences sexuelles et analyse en profondeur l'impact sur les survivantes de ces crimes de lèse-humanité. En 2011, elles réalisent un deuxième festival dans le département de Chimaltenango. Surtout, au fur et à mesure que la mobilisation contre l'extractivisme prend de l'ampleur, elles nouent des alliances avec des groupes de femmes locaux et des féministes indiennes. Ainsi, elles participent activement à la lutte contre le projet de barrage de Barillas², où l'état de siège est décrété début mai 2012. En septembre de la même année, le « Festival pour la vie, le corps et le territoire de femmes »

1. Le général Otto Pérez Molina, ex-responsable militaire dans le triangle Ixil (Quiché) où ont eu lieu les pires exactions, et soutien du coup d'État de Ríos Montt pendant la guerre, accède à la présidence en janvier 2012 et reste en fonctions jusqu'en septembre 2015.

2. Où ont commencé en 2010 des travaux très contestés pour construire la route devant traverser la FTN.

qu'elles organisent avec des groupes de femmes de plusieurs régions du pays rassemble près de deux cents participantes.

Simultanément, de nombreuses féministes s'alarment de l'augmentation des féminicides. En effet, les assassinats de femmes vont croissant : pour la seule année 2006, la police en reconnaît officiellement 603. En s'appuyant sur les analyses juridiques développées par le CLADEM (Comité d'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits des femmes) et sur une récente résolution du Parlement européen condamnant les assassinats de femmes au Mexique et en Amérique centrale, le mouvement des femmes obtient en 2008 le vote d'une loi qualifiant le féminicide de crime. Le Guatemala devient alors le deuxième pays d'Amérique latine, après le Costa Rica en 2007, à faire ainsi évoluer le droit. Las, ce progrès juridique ne suffit pas à changer le cours des choses : en 2009, le nombre des assassinats s'élève à 847, et en 2010 à plus d'un millier. Et en tout état de cause, la faiblesse du système policier et juridique du pays rend l'accès à la justice extrêmement problématique.

Enfin c'est aux Xinka de la montagne de Xalapán, une population indienne non Maya très soudée autour des enjeux territoriaux qu'elle défend¹, que l'on doit le courant du féminisme communautaire. Issu du monde rural, en résonance avec d'autres collectifs de femmes des différents peuples Maya qui critiquent depuis de nombreuses années le rôle dépolitisant de la coopération internationale et luttent pour leur autonomie, le féminisme communautaire est sans conteste l'une des formes d'expression les plus riches et les plus novatrices du féminisme latino-américain, du mouvement indien et des

1. Au sud-est du pays, dans les départements de Jalapa, Jutiapa et Santa Rosa.

luttons environnementalistes. Il apparaît en 2003 dans le village des Izotes, au sud-est du pays, à l'initiative d'un groupe de femmes Xinca qui commence à lutter autour de différentes questions de droits humains (Falquet, 2015b). Attaquée par le parti au pouvoir, par les évangélistes et même par une fraction des autorités indiennes traditionnelles, leur association, Amismaxaj (Association de femmes indiennes de Santa María de Xalapán) intègre rapidement l'alliance politique Sector de Mujeres. Fortes de cet appui, les femmes d'Amismaxaj réalisent d'abord un patient travail de consolidation interne. À partir de 2005, elles participent à la revitalisation de l'identité ethnique de leur peuple en s'associant à la défense du territoire ancestral contre les grands propriétaires terriens, les cultures OGM et l'extractivisme minier transnational. Simultanément, elles s'attaquent de front aux féminicides et à la violence sexuelle contre les fillettes dans les communautés indiennes de la montagne. C'est à partir de cette double expérience de défense du corps des femmes comme leur premier territoire, et de défense du territoire communautaire, qu'elles commencent à forger le concept de territoire-corps. Elles l'utilisent d'abord, en 2007, comme un slogan contre les transnationales minières. Il devient rapidement un énoncé central de leur féminisme, qui se donne pour but « la récupération et la défense du territoire-corps et du territoire-Terre ». Elles décident finalement de se nommer « féministes communautaires » en 2010.

En décembre de la même année, Lorena Cabnal, l'une des fondatrices d'Amismaxaj, participe à un dialogue entre féministes¹ où elle découvre le féminisme communautaire boli-

1. Invitée par Lesbiradas à la suite de la VIII^e rencontre lesbienne-féministe continentale, qui vient de se tenir à Ciudad Guatemala et qui a

vien que développe le groupe Comunidad Mujeres Creando. Sa principale théoricienne, une Indienne Aymara et une activiste lesbienne-féministe, Julieta Paredes¹ (2010), critique sans ambages le racisme blanc et métis, mais aussi l'idéalisation des cultures préhispaniques et le «fondamentalisme ethnique²». Selon elle, la colonisation n'a pas tant imposé un patriarcat là où il n'existait pas que scellé une alliance, l'*entronque patriarcal* [jonction patriarcale], avec ce qu'elle nomme le *patriarcat préhispanique*. Les féministes communautaires guatémaltèques, qui avaient également identifié ce processus et parlaient de «reconfiguration des patriarcats», adoptent ces nouveaux concepts.

Bien qu'elles se soient développées indépendamment l'une de l'autre, ces deux expressions du «féminisme communautaire» se ressemblent sur bien des points. Dans la définition qu'elle en donne, Amismaxaj précise, par exemple, qu'il s'agit d'«une transgression qui part d'un regard critique sur l'identité ethnique essentialiste pour construire une identité politique qui nous permette, à partir de ce que nous ressentons en tant que femmes originaires, de questionner nos logiques culturelles d'oppression historique, issues d'un *patriarcat ancestral originaire* qui s'est re-fonctionnalisé avec la pénétration du *patriarcat colonisateur*³».

débatu notamment de la militarisation et de l'extractivisme.

1. Il s'agit d'une des fondatrices du célèbre groupe Mujeres Creando, qui s'en est séparée en 2002. Sur les composantes du «féminisme autonome» du sous-continent et son histoire au cours des vingt dernières années, voir FALQUET, 2011.

2. Celui-ci est relativement développé en Bolivie, notamment par des dirigeants indiens comme Felipe Quispe.

3. Citation extraite de la présentation, en espagnol, disponible sur le site <amismaxaj.blogspot.com>

L'extractivisme apparaissant clairement comme l'un des derniers avatars de ce patriarcat colonisateur et comme une menace immédiate, Amismaxaj mène sur tous les fronts les luttes de défense du territoire – de la dénonciation publique des formes d'oppression historiques et structurelles des femmes indiennes (violence sexuelle, traite, appauvrissement), jusqu'à la défense du territoire-Terre usurpé par les grands propriétaires et les transnationales minières avec la complicité des partis politiques. Pour cela, l'association reprend à son compte la consigne anti-extractiviste de « défense du territoire-Terre ». Or, explique Lorena Cabnal,

«défendre la Terre, si sur cette terre on trouve des enfants et des femmes violenté·es, serait une incohérence cosmogonique. [Le féminisme communautaire] apparaît dans un ensemble de manifestations du mouvement indien, du mouvement social, du mouvement féministe. Nous voulions que cesse d'être repoussée à plus tard la dénonciation que faisaient les femmes et les féministes des violences exercées contre elles, nous refusons que la défense de la Terre invisibilise nos luttes féministes. Défendre la Terre, oui, mais pas seulement. Ni le socialisme ni le féminisme ne seront émancipateurs s'ils ne lient pas le corps et la Terre. Petit à petit, ce mot d'ordre est devenu central dans [nos] réflexions. En effet, c'est sur le corps des femmes que toutes les oppressions sont construites. Il existe une dispute territoriale autour du corps des femmes, et les femmes indiennes ont été expropriées de leurs corps.» (Falquet, 2015b).

C'est pourquoi Amismaxaj, tout en participant directement aux luttes, accompagne dans la durée les victimes de

la répression, et tout spécialement les femmes (appui matériel et juridique, dénonciation des violences, en particulier sexuelles, organisation de pratiques de sanation). De ce fait, le féminisme communautaire s'affirme comme une proposition épistémologique qui, d'abord énoncée par les femmes Xinka, vise «*la libération des oppressions historiques structurelles depuis notre premier territoire de récupération et de défense qui est le corps, et depuis notre territoire terre*¹».

En accordant au corps, en particulier des femmes indiennes, une importance primordiale, et en le considérant à la fois en objet de toutes les violences et en sujet individuel et collectif, première source matérielle et spirituelle de résistance, le féminisme communautaire ouvre des pistes prometteuses à la réflexion et à l'action. À partir de pratiques concrètes à la confluence des luttes féministes et indiennes/antiracistes contre l'extractivisme, il théorise le lien entre les violences patriarcales, coloniales, racistes et capitalistes-néolibérales contre les femmes indiennes 1) avant la colonisation, 2) à l'époque coloniale, 3) dans les processus contre-révolutionnaires et 4) dans le projet néolibéral. Au-delà, il propose une analyse globale qui fait apparaître les liens entre extractivisme, militarisation, guerre et (re)colonisation – en inscrivant la logique néolibérale actuelle dans l'histoire longue de l'usage patriarcal et raciste de la violence². En ce sens, il contribue depuis la base au développement du féminisme décolonial du continent.

1. *Ibid.*

2. Fortement marquée par ces réflexions, l'essayiste métisse Tania PALENCIA PRADO a proposé le concept de *gynocide* pour penser cette histoire. Francisca GÓMEZ, journaliste et activiste Quiché, l'utilise elle aussi.

*

Ainsi, c'est grâce à un patient travail collectif qu'un ensemble de femmes – dont certaines de celles qui ont souffert personnellement des violences sexuelles –, refusant un statut de victimes, se sont imposées comme actrices de changement dans le Guatemala d'après-guerre. Leurs actions ont profondément transformé le mouvement des femmes et féministe métis-urbain (en l'amenant à faire sienne la problématique de la sexualité et des violences, mais aussi à se rapprocher des femmes et des féministes indiennes), tout comme le courant des lesbiennes-féministes (Métisses et Indiennes) – deux tendances qui ont développé des pratiques et des analyses marquantes. Ce mouvement en ascension a pesé sur la vie politique nationale, et sur la justice à l'échelle internationale en contribuant à la condamnation historique d'un ancien dictateur dans son propre pays. Il a démontré que la violence contre les femmes constituait un élément clé de la violence génocidaire. Il s'est impliqué dans les luttes contre l'extractivisme transnational et le processus de (re)colonisation néolibéral. Ce faisant, il a produit, entre autres sous les traits du féminisme communautaire, des analyses fortes de la violence patriarcale et raciste, instrument historique d'un système de colonisation, et théorisé l'idée du *Corps-Territoire* des femmes Indiennes, aux côtés du *Territoire-Terre*, point de départ de toutes les résistances.

Concernant l'analyse de la violence proprement dite, les luttes conduites au Guatemala ont dé-particularisé et historicisé les violences sexuelles en temps de guerre, mais elles ont aussi éclairé d'un nouveau jour les violences de la paix, notamment les féminicides. À rebours des discours dominants qui présentent ces exactions comme exceptionnelles,

anonomiques ou ancrées dans une misogynie immémoriale, elles ont révélé l'existence d'un véritable continuum des violences contre les femmes – indiennes mais pas seulement – avant et après la guerre. Ces violences qui sous-tendent les logiques coloniales d'hier et d'aujourd'hui ont un caractère instrumental : elles constituent pour différents acteurs (l'État, l'armée, les multinationales, différentes sortes de colons) différents outils ou armes d'une guerre de basse intensité de très longue haleine (basée sur l'emploi de la terreur contre la population civile), qui vise en particulier les femmes indiennes. Loin de n'avoir de causes et de conséquences que sexuelles, la violence sexuelle est en effet associée à toutes sortes d'autres violences que l'analyse doit aussi prendre en compte, ne serait-ce que parce que leurs objectifs, étroitement imbriqués, servent des fins identiques : traumatiser les femmes elles-mêmes, puis leur famille et leur communauté ; les déloger d'un territoire donné, qui, avec ses ressources, constitue aussi l'enjeu de la violence ; et créer de la main-d'œuvre « libre » (privée de ressources et de territoire) obligée de migrer pour aller chercher de quoi survivre dans les plantations, les zones franches, le secteur urbain informel, le travail domestique et le travail sexuel.

Il faut redire, en conclusion, que cette mobilisation contre les violences de tous ordres ne s'est pas faite dans l'isolement. Selon les nécessités du moment, les femmes, les féministes et les lesbiennes du Guatemala ont choisi de s'allier avec différentes composantes du mouvement mixte pour les droits humains, de l'Église, de la gauche, des ONG ou de la coopération internationale. Elles ont cultivé et développé leurs liens avec plusieurs tendances féministes et lesbiennes présentes en Amérique latine – et notamment en Amérique centrale – et en Europe. Elles ont surtout créé de nombreuses conver-

gences et complicités avec les positions d'autres lesbiennes et féministes décoloniales de la région, en particulier à travers le féminisme communautaire élaboré par des Indiennes Xinka au Guatemala, par des Indiennes Aymara ou Quechua en Bolivie, sans concertation mais selon des principes et une vision qui se recoupent largement. Au reste, c'est indubitablement à partir de leur propre vécu et de leurs besoins concrets que ces femmes sont parvenues à peser sur leur réalité quotidienne comme sur le système politique national, mais aussi à (re)politiser la lutte contre les violences faites aux femmes en l'inscrivant dans une analyse globale qui prend en compte simultanément les logiques sexistes, racistes et néolibérales-capitalistes dominantes. Ainsi, elles ont mené une lutte bien à elles. Née de besoins définis par les premières concernées, elle s'inspire d'une vision du monde qui leur est propre et fait une place croissante aux racines indiennes des résistances. Cette lutte définie selon leurs propres termes et rythmes propose à la fois des modes d'action et des grilles d'analyse très politiques pour mettre en évidence le continuum des violences rattachant, notamment, la colonisation à l'extractivisme néolibéral contemporain. Si dures que soient les conditions, la résistance est à nouveau à l'ordre du jour, cinq cent vingt-quatre ans après.

*Qhipnayra uñtasis sarnaqapxañani*¹.

1. Cet aphorisme aymara, emprunté à l'ouvrage récent de Silvia Rivera CUSICANQUI, peut être traduit approximativement par «C'est en regardant en arrière et en avant (le futur-passé) que nous pouvons avancer dans le présent-futur».